



MOHAMED KORRI YOUSOUFI

**TRAITE DU DROIT
DU TRAVAIL**

TOME I



Tables des matières

Dédicace	3
Préface	5
Avant-Propos	9
Liste des abréviations	13

Titre préliminaire:

Introduction au droit du travail

Chapitre 1: Définition du droit du travail	17
Chapitre 2: Domaine du droit du travail	20
Chapitre 3: La construction du droit du travail	22
Section 1: L'ère de l'autonomie individuelle	23
Section 2 : La révolution industrielle	
Naissance de la législation industrielle	25
Section 3 : L'ère des conquêtes sociales et du développement du droit du travail	27
Section 4 : L'ère de maturation	28
Section 5 : La remise en cause du droit du travail	30
Chapitre 4 : L'évolution du droit du travail marocain	33
Section 1 : Avant l'indépendance	34
§1 - L'introduction de la législation du travail coloniale	37
§ 2 - Les caractères de la législation du travail coloniale	38
A - La durée du travail	41
B - Le travail des femmes et des enfants	42
C - Les congés payés	43
D - Les salaires	43
E - Le droit syndical	45
Section 2: Après l'indépendance	48
§ 1 - La poursuite des réformes	48
§ 2 - La promulgation du code du travail: une codification de compromis	48
Chapitre 5: Autonomie du droit du travail	54

Chapitre 6: Nature du droit du travail	59
Section 1: Droit du travail et droit civil	60
Section 2 : Droit du travail et droit des affaires	63
Section 3 : Droit du travail et droit public	65
Section 4 : Droit du travail et droit pénal	67
Section 5 : Droit du travail et droit fiscal	69
Chapitre 7: Caractères du droit du travail	70
Section 1 : Le droit du travail est un droit relativement jeune	71
Section 2 : Le droit du travail est un produit des luttes sociales	72
Section 3 : Le droit du travail est en perpétuelle mutation	73
Section 4: Le droit du travail est un droit progressiste	74
Section 5: Le droit du travail est ambivalent	76
Section 6: Le droit du travail est un droit autonome	78
Section 7: Le droit du travail est un droit protecteur	79
Section 8: Le droit du travail est un droit évolutif	80
Section 9: Le droit du travail est un droit impératif	81
Section 10 : Le droit du travail est un droit plus collectif qu'individuel	83
Section 11 : Le droit du travail est un droit conflictuel	85
Section 12: Le droit du travail est un droit expansionniste	86
Section 13: Le droit du travail est un droit diversifié	87
Section 14: Le droit du travail est un droit ineffectif	88
Section 15 : Le droit un travail est un droit inégalitaire	90
Section 16: Un droit ayant vocation à l'internationalisation	92
Chapitre 8: Fondements économiques	93
Section 1: Le droit du travail critiqué par les économistes	94
Section 2: La doctrine favorable au droit du travail	96
Section 3: La flexibilité, une réponse à la rigidité du droit du travail	98
Section 4: L'apparition du concept flexisécurité	100
§ 1 - Flexibilité pour les employeurs:	100
§2 - Sécurité pour les salariés:	100
Section 5: La flexibilité dans le code du travail	101
Chapitre 9: L'application du droit du travail dans le temps	103
Section 1: Cas où le code du travail s'applique rétroactivement	108
Section 2: Cas où c'est l'ancienne loi qui continue à s'appliquer	110

Titre I:

Les Sources du droit du travail

Chapitre 1: Les sources internationales	113
Section 1: Les rouages de l'OIT	115
§ 1 - Les organes de l'O.I.T.	115
A - La représentation au Conseil d'Administration	115
B- La représentation à la Conférence Internationale du Travail	117
§2 - Les organes de supervision	121
A - Le contrôle régulier de la mise en œuvre des conventions de l'OIT	122
I - La commission d'experts	122
II - La commission de la conférence	124
B- Le contrôle exceptionnel de l'application des conventions internationales du travail	127
I - Les réclamations	127
II - Les plaintes	128
C - Le mécanisme spécial pour l'examen des plaintes en violation des droits syndicaux	129
I - Le comité de la liberté syndicale	129
II-La commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale	132
Section 2: L'adhésion du Maroc à l'OIT	133
§1 - Le statut international du Maroc après 1956	133
§2- Les dispositions constitutionnelles de l'O.I.T, sur l'admission des Etats et leur application	134
§3 - L'admission du Maroc à l'O.I.T.	137
Section 3: Les effets des conventions Internationales du travail sur le droit interne marocain	140
§1- L'introduction des conventions internationales de l'O.I.T. dans le droit interne marocain	140
A - La position doctrinale et théorique	141
B - L'incorporation des conventions internationales du Travail dans les législations nationales	142
C - L'incorporation des conventions ratifiées dans l'ordre juridique interne marocain	144
§2 - La primauté des conventions internationales de l'O.I.T. sur la législation interne	150
A - Les fondements constitutionnels de la primauté du traité sur la loi interne ...	150
B- Les fondements législatifs de la primauté du traité sur la loi interne	152

C- La consécration de la primauté des conventions de l'OIT par la jurisprudence	155
Chapitre 2: Les sources internes	158
Section 1: Les sources étatiques	159
§1 - La Constitution	160
§ 2- La loi organique	162
§ 3 - Les lois ordinaires	163
§ 4 - Les règlements	165
§ 5 - Les circulaires ministérielles	165
§ 6 - La jurisprudence	165
Section 2: Les sources non légiférées du droit du travail	170
§1 - Les sources conventionnelles	170
§2 - Les usages	174
§ 3 - Le règlement intérieur	178
§ 4 - Les accords atypiques	181
§ 5 - Les sources extra-juridiques	181
§ 6 - Le contrat de travail	183
§ 7 - La Doctrine	184
Section 2: Le classement hiérarchique des principales sources	187
§ 1 - L'ordre public social et l'ordre public absolu	188
I - La consécration du principe d'ordre public social dans le code du travail	189
II - L'articulation des sources en droit du travail	191
III - La dérogation à l'ordre public en droit du travail	192
B - L'ordre public absolu en droit du travail	194
§ 2 - Typologie des conflits des sources	195
§ 3 - L'appréciation de la disposition la plus favorable	196
§ 4 - Méthode de comparaison	197

TITRE II:

Champ d'application du droit de travail

Chapitre 1: Les entreprises assujetties au droit du travail	203
Section 1: Les entreprises industrielles	205
Section 2: L'entreprise commerciale	207
Section 3: Les entreprises artisanales	209
Section 4: Les sociétés civiles	211
Section 5: Les exploitations agricoles et forestières et leur dépendance	213
§1 - Les exploitations agricoles	213

§2 - Les exploitations forestières	217
Section 6: Les professions libérales.....	218
Section 7: Les syndicats, associations et groupements de toute nature.....	221
Section 8: Les coopératives	223
Section 9: Les secteurs des services.....	225
Chapitre 2: La détermination de certaines situations particulières.....	227
Section 1: Les personnes chargées par l'employeur, de se mettre à la disposition de la clientèle	228
Section 2: Les personnes chargées par une seule entreprise, de procéder à des ventes de toute nature et de recevoir toutes commandes.....	231
Section 3: Les travailleurs à domicile	233
Chapitre 3: L'extension du champ d'application du code du travail aux statuts particuliers.....	234
Section 1: Les entreprises et établissements publics relevant de l'Etat et des collectivités locales.....	236
Section 2: Les Marins.....	240
Section 3: Le statut du personnel des entreprises minières.....	247
§1 - Caractéristiques et spécificités du secteur minier.....	247
§2 - Dispositions du statut du personnel des entreprises minières.....	248
Section 4: Les journalistes professionnels.....	250
Section 5: Les salariés de l'industrie cinématographique.....	253
Section 6: Les concierges des immeubles d'habitation.....	254
Section 7: Le code du travail est le droit de ceux qui sont privés de droits.....	256
Chapitre 4: Les exclus du champ d'application du code du travail.....	259
Section 1: Le Secteur purement traditionnel et les catégories professionnelles d'employeurs	260
Section 2: Le travail domestique.....	265
Chapitre 5: Les catégories particulières bénéficiant partiellement du code du travail	268
Section 1: L'application du code du travail aux bénéficiaires de contrats insertion-formation	269
Section 2: La formation par apprentissage.....	272
Section 3: La formation par alternance.....	275

Chapitre 6: Les salariés bénéficiant de statuts et de régimes particuliers ignores par le code du travail.....	277
Section 1: Le statut de l'artiste.....	278
§ 1 - Définition de l'artiste.....	279
§ 2 - Le statut professionnel de l'artiste.....	280
§ 3 -Le contrat artistique	281
§ 4 - La rémunération	282
§ 5 -Protection sociale.....	283
Section 2: Le statut du sportif professionnel	284
Section 3: Le statut des agents de sécurité.....	286
Section 4: Le statut des préposés religieux.....	287
Section 5: Le statut des fonctionnaires de l'Etat.....	289

Titre III:

Le recrutement

Chapitre 1: Restrictions et priorités d'emploi.....	296
Section 1: Les bénéficiaires du droit de réintégration	298
Section 2: Les bénéficiaires de la priorité d'embauche.....	299
§1 - Les salariés ayant fait l'objet d'un licenciement pour cause économique.	299
§2 - Les salariés remplacés pour cause de maladie.....	301
§3 - Les mutilés de guerre ou de travail, résistants ou anciens combattants	304
§4 - Salarié de retour du service militaire	305
§5 - Conflits entre priorité.....	305
Chapitre 2: Les règles relatives au recrutement	307
Section 1: Règles et formalités générales à l'offre de l'emploi, au recrutement et à l'embauche	308
§1 - La diffusion et le contenu de l'offre d'emploi	308
A- Le principe de la non discrimination en matière d'emploi.....	308
B- Obligations vis-à-vis de certains travailleurs.....	312
1- Les personnes handicapées	312
2- Obligations envers les travailleurs étrangers	313
3- Les embauches impossibles.....	314
a) - En raison de la personne elle-même: l'âge.....	314
b) En raison de la personne elle-même: les femmes.....	316
c) En raison de la personne elle-même: Concurrence déloyale.....	316
d) L'interdiction d'occuper des salariés pendant leur congé annuel payé	322
e) En raison de la nature du contrat	322

Section 2: Le recrutement direct.....	323
Section 3: Le recours à l'intermédiation.....	325
§1- L'intermédiation publique.....	326
A- Bureaux de placement.....	327
B- Les centres d'information et d'orientation pour l'emploi (CIOPE).....	327
C- L'Agence nationale de la promotion de l'emploi et des compétences.....	328
§2- L'intermédiation privé: le recours à un cabinet de recrutement.....	330
A- Vis-à-vis de l'administration.....	331
B- Vis-à-vis de l'entreprise.....	332
C- Vis-à-vis du candidat.....	334
§3 -Annonces dans les journaux.....	338
§4- Les autorités locales.....	340
Section 4: La sélection du candidat.....	341
§1 - Présélection des candidats.....	341
§2- Entretien et questionnaire d'embauche.....	342
§3- La collecte d'information et l'évaluation du candidat.....	343
A- Les nouveaux procédés de recrutement.....	343
I- Les ordinateurs recruteurs.....	344
II- Les procédés pseudo-scientifiques.....	345
III- Les tests sanguins.....	345
B - L'encadrement juridique.....	345
I- Les insuffisances du droit antérieur.....	346
II- Les apports du code du travail.....	346
III- Pour un droit plus protecteur.....	348
§4- Essai Professionnel.....	350
§5 - Choix des candidats retenus.....	350
A- Promesse d'emploi.....	350
I- Les pourparlers.....	350
II- La promesse d'embauche.....	351
III- Les différentes formes de la promesse d'embauche.....	352
B - Promesse d'embauche et contrat de travail.....	353
Chapitre 3: Formalités générales liées à l'embauche et à l'emploi.....	356
Section 1: Déclaration auprès de l'inspection du travail.....	357
Section 2: Déclaration auprès de la CNSS.....	358
Section 3: Visite médicale d'embauche.....	359
Section 4: La consultation des représentants du personnel.....	361
Section 5: La période d'essai.....	362

§1 - Distinction entre la période d'essai et les autres types de mise à l'épreuve...	363
§2- Nécessité d'une clause relative à la période d'essai	363
§3 - Suspension de la période d'essai	364
§4 - Renouvellement de la période d'essai	364
§5- Rupture de la période d'essai	364

Titre IV:

La conclusion du contrat de travail

Chapitre I: Formation du contrat de travail	370
Section 1: Définition du contrat de travail	371
§1- Les critères du contrat de travail	372
A - L'exécution d'une prestation du travail	373
B - Rémunération	374
C - Subordination	378
I- Nouvelles technologies et lien de subordination	382
II- Les signes d'existence de la relation de travail	385
§2 - La distinction entre contrat de travail et contrats voisins	389
A- Contrat de travail et contrat d'entreprise	390
B- Contrat de travail et le contrat de société	392
C- Cumul d'un contrat de travail et un mandat social	394
D- Contrat de travail et contrat de gérance	397
E- Contrat de travail et contrat de mandat	398
F- Contrat de travail et louage des choses	401
G- Contrat de travail et entraide familiale	404
H- Contrat de travail et professions libérales	406
§3 - Les présomptions légales de salariat	409
§4- Les exclusions légales	411
A- Le travail pénitentiaire	411
B- Les préposés religieux	413
Section 2: Les caractères du contrat de travail	415
§1- Contrat d'adhésion	415
§2- Contrat synallagmatique	416
§3- Contrat de travail à titre onéreux	417
§4- Contrat à exécution successive	418
§5- Contrat conclu intuitu personae	419
§6- Contrat touchant aux droits des personnes	419
Section 3: Les conditions de fond et de forme	421
§1- Les conditions de fond de la formation du contrat de travail	421

A- Le consentement	421
B- L'objet et la cause	426
C- La capacité	427
I- Capacité de la femme mariée	428
II- Le mineur	428
§1 -Les conditions de forme et preuve du contrat de travail	430
A- La forme du contrat de travail	430
B- La preuve du contrat de travail	433
Section 4: Le contenu du contrat de travail	436
§1 - Les clauses obligatoires	437
§2- Les clauses interdites	438
A- La clause de célibat	438
B- Les clauses attributives de juridiction	438
C- La clause de variation du salaire	440
D- Les clauses moins favorables que les conventions collectives ou la loi	440
E- Les clauses discriminatoires	441
F- Les clauses contraires aux libertés fondamentales	441
G- Les clauses de sanctions pécuniaires	441
H- Sanctions	441
§3- Les clauses facultatives	442
A- Les clauses prévoyant des avantages pour les salariés	442
I- Les clauses de reprise d'ancienneté	443
II- Les clauses de garantie d'emploi	443
III- Les clauses parachute	444
B- Les clauses prévoyant des engagements pour le salarié	445
I- Les clauses d'exclusivité	445
II- Les clauses de non-concurrence	446
III- Les clauses de mobilité géographique	449
IV- Les clauses de mobilité professionnelle	451
V- Les clauses de résidence	451
VI- Les clauses pénales	452
VII- Les clauses de dédit-formation	453
C- Les clauses compromissaires	454
Chapitre 2: La détermination de l'employeur et du salarié	455
Section 1: L'identification de l'employeur	457
§ 1- Le chef d'entreprise est l'employeur	458
§ 2- Le chef d'entreprise n'est pas l'employeur	460

§3 - La détermination de l'employeur en cas de pluralité des entreprises.....	463
A- La détermination de l'employeur dans les groupes de sociétés.....	463
B- La détermination de l'employeur dans les entreprises d'emploi temporaire...	466
C - La détermination de l'employeur dans le contrat de sous-entreprise	469
Section 2: Le changement d'employeur et contrat de travail.....	471
§1 -Conditions d'application.....	473
A -La modification de la situation juridique de l'employeur.....	475
B - La poursuite de la même activité ou une activité similaire.....	476
C- Les contrats de travail des salariés doivent être en cours.....	477
§ 2 - Les modes de transfert.....	479
A - Les modes de transfert prévus par le code du travail.....	479
I - La succession.....	479
II- La vente	480
III- La fusion.....	481
IV- La privatisation.....	481
B - Les modes de transferts ajoutés par la jurisprudence.....	482
I - Le transfert suite à une location.....	482
II - La location gérance.....	483
III - La gestion déléguée.....	483
IV - Le contrat partenariat public privé.....	483
§ 3 - Les conséquences du transfert d'entreprise.....	484
Section 2: La détermination du salarié.....	486
§1- Définition du salarié.....	486
§2 - Le libre choix du salarié de son employeur.....	489
§3 - Les nouvelles formes du salariat.....	490
 Chapitre 3: Les droits et obligations des parties au cours de l'exécution du contrat de travail.....	492
Section 1: Obligations et droits du salarié.....	493
§1- L'obligation de soumission à l'autorité de l'employeur.....	493
§2- L'obligation d'exécuter personnellement et consciencieusement le travail convenu.....	494
§3 -L'obligation de loyauté du salarié.....	495
§4 -L'obligation de veiller sur l'outil du travail.....	496
§5 - L'obligation de Fidélité du salarié.....	497
§6 -L'obligation de restituer le logement de fonction.....	497
§7 -L'obligation de déclaration de la nouvelle adresse.....	501
§8 -Les inventions du salarié.....	502

§9- Sanctions de non-respect des obligations du salarié	505
Section 2: Obligations et droits de l'employeur	506
§1- L'obligation de fournir le travail	507
§2 - L'obligation de payer le salaire convenu	507
§3- L'obligation de respecter les droits fondamentaux du salarié.....	508
§4- Obligation de respecter la dignité du salarié.....	508
§5- L'obligation de protéger la santé et la sécurité du salarié	509
§6 - L'obligation d'information du salarié	510
§7- L'obligation de formation des salariés.....	511
Chapitre 4: Les pouvoirs de l'employeur	512
Section 1: Le pouvoir de direction	513
Section 2: Le pouvoir réglementaire.....	515
Section 3: Le pouvoir disciplinaire	516
§1- L'obligation de respect de la procédure disciplinaire du droit de la défense du salarié	517
§2 - L'encadrement de l'usage des NIC	520
§3 - L'obligation de respecter le principe de proportionnalité	521
§4 - L'obligation de respecter le principe de la graduation des sanctions	523
§5 - La soumission du pouvoir disciplinaire de l'employeur au contrôle judiciaire.....	524

TITRE V :

Les variétés des contrats de travail

Chapitre premier: La classification des formes contrats de travail.....	531
Section 1: Classification Selon la durée:.....	533
Section 2: Selon le temps du travail du salarié:.....	534
§1- Contrat à Durée Indéterminée (CDI) à temps plein:.....	534
§2- Contrat à mi-temps:	534
§3- Contrat à Durée Indéterminée (CDI) à temps partiel:.....	534
§4- Contrat de travail intermittent.....	535
§5- Forfaits-jours:.....	535
Section 3: Contrats triangulaires	536
§1- Contrat de travail temporaire	536
§2- Contrat de sous-entreprise.....	537
Section 4: Contrats mixtes.....	538
Section 5 : Contrats de travail hybrides	539
Section 6: Contrat à temps partiel combiné à d'autres modalités	540

Section 7: Contrat multitâches ou plurifonctionnel:.....	542
Chapitre 2: La typologie de contrat de travail.....	544
Section 1: Le contrat de travail à durée déterminée.....	545
§1 - Genèse du contrat à durée déterminée.....	546
§2- Régime juridique du contrat de travail à durée déterminée (CDD).....	548
§3- Les cas de recours au CDD.....	550
A - Le remplacement d'un salarié absent.....	552
B -Accroissement temporaire d'activité de l'entreprise.....	554
C - Travaux à caractère saisonniers.....	556
D- Dans certains secteurs, et certaines activités déterminés par un décret.....	558
E- En vertu d'une convention collective de travail.....	560
F- Ouverture d'une nouvelle entreprise pour la première fois ou d'un nouvel établissement au sein de l'entreprise.....	561
1- Ouverture d'une nouvelle entreprise:.....	561
2- Ouverture d'un nouvel établissement:.....	562
G- Le lancement d'un nouveau produit.....	563
§4 - Durée du contrat à durée déterminée.....	565
I -Durée du contrat prévu par l'article 16.....	565
II -Durée des contrats projets.....	566
1- Secteur non-agricole:.....	566
2- Secteur agricole:.....	568
§5 -Conditions de rupture.....	568
§6 – Requalification du contrat à durée déterminée.....	570
Section 2: Le contrat pour accomplir un travail déterminé.....	572
§1- Durée légale du contrat de chantier.....	573
A- Contrat de chantier de moins d'un an.....	574
B -Contrat de Chantier de Plus d'un An.....	574
§2- Les interprétations jurisprudentielles du contrat de chantier.....	575
A- Nature du contrat de chantier.....	576
B -La succession et le renouvellement du contrat de chantier.....	578
C - L'interruption du travail au cours du contrat de chantier.....	580
D -La preuve d'existence du contrat de chantier.....	582
E - La fin du contrat de chantier.....	584
I - Rupture à la fin des travaux de chantier ou des termes convenus.....	585
II – Rupture anticipée à l'initiative de l'employeur.....	586
III - Rupture anticipée à l'initiative du salarié.....	587
Section 3: Le contrat à temps partiel.....	588

§1- Aspects juridiques et contractuels du contrat à temps partiel	589
A- Définition légale et cadre réglementaire	589
B - Différence entre le contrat à temps partiel et le contrat intermittent.....	590
§2- Fondements juridiques et mise en oeuvre.....	592
A - Régime juridique du contrat de travail à temps partiel dans.....	
le code du travail et la jurisprudence	593
B - Droits et obligations des salariés à temps partiel	596
I - Absence d'un statut particulier du salarié à temps partiel.....	596
II - Calcul des indemnités de rupture du contrat à temps partiel.....	597
Chapitre 3: Le contrat de travail temporaire.....	600
Section 1: Cadre juridique international.....	602
Section 2: Cadre juridique du travail temporaire.....	604
§1- Les obligations des entreprises d'emploi temporaire.....	
vis-à-vis de l'administration	604
§2 - Les relations contractuelles entre les parties	607
A -Contrat de mise à disposition	608
B -Contrat de travail temporaire ou contrat de mission	610
I - Forme du contrat de travail temporaire.....	611
II - Le contenu du contrat de travail temporaire.....	612
III - Durée du contrat de travail temporaire.....	613
§ 3 - Les conditions de travail du salarié temporaire.....	615
§4 - Cas de recours et interdiction.....	618
A - Cas de recours autorisés	619
B -Cas de recours interdits	620
§5 - Droits collectifs des salariés temporaires.....	621
I - Droit Syndical.....	622
II - Droit à la négociation collective	623
III - Institutions Représentatives du Personnel	624
§6 - Droit des salariés de l'entreprise utilisatrice.....	625
Chapitre 4: Le contrat de sous-entreprise.....	628
Section 1: La sous-entreprise: une forme de flexibilité quantitative externe.....	629
Section 2: Distinction entre le contrat de sous entreprise.....	
et le contrat de travail temporaire.....	631
§1 - Différence de nature et structure:	631
§2 - Obligations et responsabilités:	632
§3 - Durées et motifs différents	633

§4 - Formes des deux contrats différents.....	634
§5 - Objet différent.....	634
§6 - Conditions d'exercice différentes.....	634
Section 3: Le contrat de sous-entreprise: une relation de travail triangulaire	636
§1 - L'entreprise principale	636
§2 - La Sous-Entreprise (Sous-Traitant).....	639
§3 - Les Employés de la Sous-Entreprise.....	640
Section 3: Cadre Juridique et responsabilités.....	644
§1 - La conclusion du contrat de sous-entreprise.....	644
§2- Responsabilité de l'entrepreneur principal en cas d'insolvabilité du sous- entrepreneur.....	647
I- L'action directe contre l'entrepreneur principal.....	647
II- L'insolvabilité du sous-entrepreneur.....	648
1. Mécanisme de notification.....	648
2. Protection des droits des travailleurs.....	649
3. Équilibre et responsabilité.....	649
4. Précisions apportées par la Cour de Cassation.....	649
Chapitre 5: Les contrats précaires ou atypiques.....	651
Section 1: le travail intermittent.....	653
I. Définition et caractéristiques.....	653
II - Cadre juridique du travail intermittent.....	654
Section 2: Le contrat de travail occasionnel	656
Section 3: Le contrat à la «tâche» ou «à la pièce».....	658
Bibliographie.....	661
Tables des matières.....	675



Mohamed KORRI YOUSOUFI

Professeur à l'Université Moulay Ismail
Faculté des Sciences juridiques,
Économiques et Sociales - Médiouna

Concernant le contexte qui a influencé l'évolution du droit du travail en général et du droit du travail marocain en particulier, l'auteur a mis en évidence les principales tendances idéologiques/théoriques qui ont dominé chaque étape du développement de cette loi, depuis la phase où le principe de l'autonomie de la volonté dominait l'esprit du droit du travail jusqu'à la phase d'intervention croissante de l'État dans l'organisation des relations de travail, en tenant compte des fondements économiques qui imposaient de faire face au paradoxe consistant à élargir la flexibilité dans la relation de travail d'une part, et à stabiliser cette relation d'autre part. Ce développement a permis au droit du travail de se distinguer nettement des autres branches du droit, qu'elles soient publiques ou privées, devenant ainsi un droit ayant une dimension internationale.

Professeur Mohamed Cherkani

250 DH / 30€



9 789920 531146